

Initiatives ministérielles

Il est une vérité primordiale en cette ère nucléaire: aucun pays ne saurait assurer seul sa protection. [...] Les États-Unis, comme l'Union soviétique, peuvent être la cible d'une attaque nucléaire. [...] Pour garantir notre sécurité, nous devons être réalistes et nous allier à d'autres pays pour garantir notre sécurité collective. Qui dit sécurité à l'âge du nucléaire dit sécurité collective.

Reste à trouver comment mettre en pratique ce principe de la sécurité collective que prônait l'ancien secrétaire d'État des États-Unis. Le principe est le suivant: si votre adversaire vous craint, vous n'êtes pas en sécurité et vice versa, tant qu'il existe des armes nucléaires. C'est ainsi que nous devons collaborer, afin de vivre en paix et de léguer à nos enfants ou à nos petits-enfants un monde dans lequel il fera bon vivre.

Les Nations Unies nous offrent des moyens de base pour réaliser cet objectif. En effet, l'Assemblée générale des Nations Unies regroupe pour la première fois dans l'histoire du monde pratiquement tous les pays, notamment les pays arabes. Le Conseil de sécurité a le pouvoir d'agir. Il faut également compter sur la Cour internationale de justice, même si les États-Unis refusent de se plier à ses décisions. Depuis près de 40 ans, les Nations Unies assurent le maintien de la paix.

Je vois, monsieur le Président, que vous me faites signe que mon temps de parole achève. Je voudrais simplement ajouter deux autres choses. Nous devons décider d'avoir recours aux méthodes les moins violentes possibles pour mettre un terme à la violence internationale. Nous pouvons notamment avoir recours à des sanctions, à des négociations permanentes, à une conférence sur la paix au Moyen-Orient réunissant Israël et l'OLP, et nous devons mettre un terme au trafic d'armes, à la vente d'armes.

Enfin, il s'agit de cesser de dépendre du pétrole. Nous en sommes capables, et ce sera utile à tous, notamment nous-mêmes, si nous y parvenons.

Ce sont-là des moyens de résoudre la crise sans avoir recours à la politique d'apaisement ou à la guerre mondiale. C'est dans cette voie que nous devons aller, afin de rétablir la paix au Moyen-Orient.

M. Jack Whittaker (Okanagan—Similkameen—Meritt): Monsieur le Président, j'ai trouvé les observations de mon collègue de Trinity—Spadina, surtout les dernières, extrêmement intéressantes, à la lumière d'un article paru en octobre et que je viens de lire. Dans ce dernier, M^{me} Christine M. Helms fait, à l'instar de mon collègue,

l'historique du conflit actuel dans le golfe Persique. Elle précise que les germes de discorde entre l'Irak et les États-Unis ont été semés il y a au moins cinq ans, lorsque les autorités américaines sont devenues de plus en plus inquiètes du potentiel militaire de l'Irak, et surtout de l'acquisition par ce pays de techniques de pointe. Elle parle également, comme le député de Trinity—Spadina l'a fait en partie, de sécurité collective. Il vaut la peine, je crois, de citer les passages suivant de son article:

Les belles paroles sont des platitudes et la moralité est une chose intangible. Au bout du compte, les plus grands perdants dans cette région sont les gens ordinaires, ceux pour qui les banales difficultés de la vie quotidienne continueront de se multiplier. On sait notamment que la population de cette région doublera au cours des vingt prochaines années et cela, malgré la diminution des ressources, surtout de l'eau.

Mais on peut dénouer une crise pour en tirer quelque chose de positif. Si les dirigeants arabes peuvent mieux cerner les causes des difficultés économiques et du mécontentement social qui prévalent dans cette contrée, et si le monde occidental apprend à mieux connaître les racines profondes de ce conflit et s'il participe à l'établissement d'une solution sage et efficace, il n'est pas dit que quelque chose de bon ne sortira pas de toute cette histoire.

• (1630)

Étant donné ce qu'il a dit à propos de notre sécurité commune et des mesures prises en ce sens, le député croit-il que les ingrédients nécessaires à cette sécurité existent actuellement? Est-il possible que ce conflit total aboutisse à quelque chose de positif?

M. Heap: Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. Je crois que c'est possible. Je ne l'affirme pas, et je ne veux pas faire de prédiction.

Nous sommes en train de faire ce choix actuellement avec des gens d'autres pays. Nous pouvons revenir à l'ancienne mentalité des deux guerres mondiales, qui consiste à tirer nos munitions, ou nous pouvons surseoir, attendre et user de pressions diplomatiques et économiques, ou encore offrir, non seulement à la population irakienne qui n'est pas, et de loin, la plus riche du monde, mais à d'autres populations de cette région, une aide non militaire au lieu d'envoyer d'autres canons à nos troupes ou aux gens de cette région. Les enfants, les femmes et les hommes de cette contrée ont besoin d'argent pour vivre. Je crois que si nous prenons l'initiative en ce sens, nous pourrions faire beaucoup mieux que ce que nous avons réussi à faire jusqu'ici au Moyen-Orient.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon voisin pour son excellent discours.